



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

15-02-2017

Fusions des Universités : Pourquoi ?

Les Universités parisiennes, comme partout en France, sont entrées dans des processus de fusion. Ces derniers sont plus ou moins avancés et rencontrent des résistances variables selon les établissements. Cette politique de fusion est présentée comme devant placer les Universités françaises en position de force pour se partager le « marché international » de l'enseignement supérieur. S'y ajoute la compétitivité des entreprises.

Ils contrôlent la recherche au service des entreprises.

Il s'agit pour une entreprise de capter à son profit les richesses produites par les salariés. Comment ? En élaborant des procédés et des fabrications qui permettent de produire à moindre coût et en fabriquant des marchandises de valeur d'usage supérieure à celle des concurrents. Les grands groupes n'investissent plus dans l'hexagone et ces choix ont de sérieuses conséquences sur l'activité industrielle. Sur les 500 multinationales les plus puissantes, 31 sont françaises. Leur internationalisation se fait au détriment de leur base nationale. Mais plus elles s'internationalisent plus elles se fragilisent. Rhodia a été absorbée par le belge Solvay, Alcatel a été rachetée par Nokia, le cimentier Lafarge numéro 2 mondial a été racheté par le Numéro 1 le Suisse Holcim, Alstom a bradé sa branche énergie à l'Américain Général Electric, Technip vient d'être rachetée par l'américain FMC technologie, dans le domaine des transports, Norbert Dentressangle a été rachetée par l'américain XPO. Ces rachats malgré les promesses sont suivis par des baisses d'effectifs. Cette politique entraîne le pays sur la voie du

déclin par une désindustrialisation accélérée. Ce ne sont pas les nouvelles technologies qui sont responsables du chômage, pas plus que les découvertes scientifiques, ce sont les choix économiques des grands monopoles capitalistes.

Le rôle de la recherche est essentiel dans cette lutte. C'est elle qui permet de produire un profit supérieur aux concurrents, mais les dépenses de recherche amputent le profit. D'où pour le capital l'impérieuse nécessité, afin de maintenir son sacro-saint taux de profit, de faire assurer une partie de l'effort de recherche par la recherche publique. Ce transfert au public est d'autant plus nécessaire que la recherche est aléatoire et que le capital n'aime pas l'aléatoire. Plus le capital s'accumule, plus son exigence de profit est forte et plus ce profit doit être rapidement obtenu.

Quelles sont les conséquences sur la recherche et les universités ?

Ainsi, les réformes engagées depuis le pacte pour la recherche de 2006 sont guidées par une seule logique celle d'assujettir l'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) aux besoins de profit du capital. La recherche publique s'était structurée autour d'organismes nationaux qui ont conféré à la communauté scientifique des moyens permettant le développement de la recherche dans tous les domaines. La loi sur l'innovation d'Allègre de 1999 introduisit un changement de cap en permettant aux chercheurs et enseignants chercheurs de créer au sein des universités et des organismes de recherche, des start-up et des incubateurs aidant au démarrage des entreprises.

Aujourd'hui, l'ANR (Agence Nationale pour la Recherche) qui finance sur contrat très sélectifs et l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) qui sont sous le contrôle strict de l'État, sont les deux côtés de la tenaille qui décident de la vie et de la mort des laboratoires et des formations.

Depuis le pacte pour la recherche le pouvoir politique a la main sur l'enseignement supérieur et la recherche. La loi Fioraso de juillet 2013 qui a fait de l'innovation et du transfert l'alpha et l'oméga de la politique de l'ESR a créé les Communautés d'universités et d'établissements (Comue), regroupements territoriaux d'établissements d'enseignement supérieur dans lesquels les organismes de recherche sont partie prenante. Ces Comue sont les outils d'une territorialisation de la recherche et de l'enseignement supérieur, c'est à dire d'une

soumission des thèmes de recherche et des enseignements aux intérêts à court terme des entreprises de la région. Dans le cadre de la politique de réduction de la dépense publique les Comue sont aussi des outils de mutualisation des fonctions universitaires et de recherche. Elles sont des lieux d'affrontement pour le pouvoir : quelle communauté scientifique va avoir un rôle dominant dans le nouvel ensemble ? Les votes au CA de Paris 6 et Paris 4 montrent ces différences d'intérêts. La Comue Hesam a explosé en vol avec la sortie de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Quant à Saclay c'est de la dynamite ! Les grandes écoles qui ne sont pas sous tutelles du MESR n'ont pas l'intention de se mettre sous une tutelle universitaire. Or, les Comue sont les bases des Idex, qui sont une source de financement très inégalitaire mais très essentielle pour la minorité qui en bénéficie. Le jury a recalé la plupart des Idex pour des problèmes de gouvernance qui faisait la part trop belle aux composantes. Le message du Jury a été entendu et maintenant c'est la course à la fusion. Ces réorganisations gigantesques entraînent les laboratoires et les universités dans des recompositions dont on ne voit pas la fin. Il faut tailler dans le vif et se débarrasser de ce qui n'est pas jugé utile. Ce d'autant que la baisse des moyens financiers de l'Etat est telle qu'il n'y a plus de place pour développer les enseignements pluridisciplinaires et une recherche de base permettant d'alimenter les recherches finalisées. Depuis le début du quinquennat on nous annonce la sacralisation du budget de l'ESR. Mais chaque année, le gouvernement opère des amputations budgétaires qui obligent les établissements à puiser sur leur fonds de roulement.

Le budget 2017 des organismes et des universités n'augmente que des sommes nécessaires pour financer les très faibles mesures salariales fonction publique. Le budget des établissements est à la limite de la rupture. Nous pouvons estimer à 5900 emplois soit plus de 10% des effectifs autorisés par le parlement qui ne seront pas pourvus par les directions. Faute de masse salariale suffisante les effectifs totaux des organismes de recherche ont subi une diminution importante en 2015 ; baisse de 1,5% sur un an de 5,2% depuis 2010. Le PDG du CNRS dans Sciences et avenir alerte sur le besoin de financement du CNRS et prévient que son budget contraint fait courir des risques de décrochage à la recherche française. Cette situation se retrouve dans les universités. La masse salariale des contractuels constitue une marge de manœuvre budgétaire utilisée par les Directions. La montée en puissance du financement de la recherche sur appel à projet s'est accompagnée d'une explosion de la précarité. Il y a au moins 70 000 travailleurs précaires (Contrat à Durée Déterminée et vacataires) dans

l'ESR qui ont pour la majorité d'entre eux pôle emploi comme seule perspective.

Pourquoi, l'État n'a-t-il pas les moyens de financer la recherche publique ?

Chaque année c'est autour de 260 Milliards d'€ près de 12% de la richesse créée par le monde du travail qui vont alimenter le capital sous forme d'aides directes et de crédit d'impôt octroyés par le gouvernement. Cette manne financière sert au patronat à déployer son internationalisation. Sanofi qui bénéficie du CIR et du CICE a licencié 3000 salariés et se livre depuis plusieurs années à une politique de croissance externe par l'achat de boîtes de biotechnologie. La rétraction de l'industrie réduit les moyens financiers de l'État. C'est cette politique qui est à l'origine de la restructuration de l'ESR. La baisse continue des budgets, le travail précaire de masse, les mutualisations forcées, la quête permanente aux financements, le renouvellement incessant des contrats de recherche déstabilisent les collectifs de travail, dégradent les conditions et l'ambiance de travail. Les réformes successives n'ont cessé d'introduire des nouveaux critères calqués sur ceux du privé ; compétition à tout va, idéologie du gagnant, rejet des agents jugés insuffisamment compétitifs, management à la productivité ou à la performance. Cette transformation profonde de la nature de l'ESR a généré une ambiance délétère qui met à mal les solidarités et engendre mal être et souffrance au travail.

Le développement scientifique et technique, la formation et la qualification des jeunes et des salariés sont absolument nécessaires pour répondre aux défis d'un monde qui bouge à grands pas. Le capitalisme fait la démonstration tous les jours qu'en cherchant à détourner les avancées scientifiques et techniques à son seul objectif : la recherche du profit par de nouvelles formes d'exploitation, est un frein au développement économique et social. Il empêche ainsi le peuple de profiter de ces progrès pour améliorer la vie, assurer l'avenir des enfants et celui de la planète. Cette question de fond est posée à tous. La réponse ne se trouve pas dans un aménagement du système, mais bel et bien dans un changement fondamental qui débarrasse du système d'exploitation capitaliste comme fondement des rapports sociaux. Les scientifiques, tous ceux qui concourent au développement des connaissances et à leur transmission ont leur place dans ce combat.